

## MOTION DE SOLIDARITÉ DU MDS AVEC LES «ÉMEUTIERS» D'EL-ANÇOR

## Le verdict est attendu demain

A la veille du verdict qui devrait être prononcé ce lundi par le tribunal d'Aïn-Turck (Oran) à l'encontre de 24 personnes impliquées, selon la justice, dans les émeutes qu'a connues la localité d'El-Ançor durant la dernière semaine du mois d'octobre 2009, le MDS a rendu publique une motion de soutien aux détenus. Les rédacteurs de cette motion dénoncent ce qu'ils qualifient d'injustice ayant caractérisé toute cette affaire. Selon le MDS, le tort de ces personnes est qu'«elles aient organisé un sit-in vert pour protester, encore une fois et toujours pacifiquement, contre l'abandon par les autorités locales et de wilaya des habitants de cette localité». Et de poursuivre : «Ils sont toujours en prison malgré le fait que leur audience du 2 novembre 2009 devant le tribunal d'Aïn-Turck ait révélé le caractère illégal de leur arrestation, sans mandat et de nuit en leur domicile, ainsi que l'arbitraire des puissants en place qui déclarent les avoir arrêtés en flagrant délit pour mieux les enfoncer.»

Amel B. - Oran (Le soir)

Pour rappel, ces personnes ont été arrêtées suite à un sit-in qui s'était transformé en une contestation pacifique, organisé par les citoyens pour pro-

tester contre les désagréments que causaient les carrières situées dans la localité.

Ce jour-là, la situation avait dégénéré et s'était transformée en émeute, et la gendarmerie était inter-

venue, arrêtant plusieurs personnes. Selon la justice, le «meneur de l'émeute» serait M. Mrah Naceri, président de l'association locale ONZA de protection de l'environnement. Ce dernier, ainsi que ses compa-

gnons et la plupart des citoyens arrêtés ne sont, selon le MDS, «ni des voleurs, ni des destructeurs ! ils devraient plutôt être décorés pour la persévérance de leur action associative dans un environnement si malsain où l'engagement citoyen désintéressé pour l'intérêt public est devenu si rare et peu encouragé, le système en place lui préférant les associations serviles...»

Ils doivent être libérés sans conditions parce qu'ils n'ont rien à voir et sont totalement innocents des malheureuses déprédations commises en réaction à la charge des gendarmes

avec des grenades lacrymogènes, à des centaines de mètres du lieu de leur sit-in pacifique». Les membres du MDS se joignent aux voix des citoyens d'El-Ançor qui craignent la sentence qui sera prononcée.

Pour rappel, le procureur général avait requis 18 mois de prison ferme à l'encontre des accusés. Le MDS se demande «où est le respect de la présomption d'innocence une fois que le flagrant délit est récusé ? Les magistrats d'Aïn-Turck en charge de cette affaire rendront-ils réellement justice aux victimes de l'arbitraire, im-

seront-ils le respect des libertés citoyennes à ceux-là mêmes censés les garantir, répondront-ils au besoin de justice de citoyens qui désespèrent du système actuellement au pouvoir, refuseront-ils que des citoyens honorables soient salis pour des intérêts inavoués, en libérant Mrah Naceri et ses compagnons d'infortune ?».

A la veille du verdict, la localité d'El-Ançor était sous tension et un important dispositif sécuritaire était en place.

A. B.

## KARIM TABOU DEPUIS TIZI-OUZOU :

## «Le pays ne connaît pas de vie publique»

Présent aux travaux de la session ordinaire du conseil fédéral de la wilaya de Tizi-Ouzou issu du congrès fédéral d'il y a quelques jours, le premier secrétaire du FFS, Karim Tabou, a livré quelques observations critiques sur la situation politique du pays.

«Un pays qui ne connaît pas de vie publique», dira en substance le premier secrétaire du parti d'Ait Ahmed, critiquant la fermeture du champ de l'expression et de l'action aux acteurs de la vie politique, syndicale, aux défenseurs des droits de l'homme, voire

même aux créateurs et aux acteurs de la vie culturelle.

«Les militants des droits de l'homme, des militants associatifs, des journalistes, des syndicalistes, des militants politiques sont réprimés, emprisonnés pour leurs activités civiles et politiques.

Des militants subissent des interdictions professionnelles. Tabou, qui a assisté aux travaux du conseil de la fédération de Tizi-Ouzou, a affirmé qu'«aujourd'hui encore, on censure les livres».

«Il y a une volonté de normalisation violente des militants et de la société en général», a ajouté le premier secrétaire du FFS, qui a précisé que le FFS fait l'objet de manœuvres incessantes de déstabilisation de la part du pouvoir dont l'objectif est de le punir pour son engagement «constant et inébranlable» pour le changement.

Cette réunion, qui est placée, dit-on, sous le signe du redéploiement et de la restructuration organique, a vu l'installation de commissions et de l'exécutif fédéral.

Elle se tient à un moment où sept P/APC élus sous les couleurs du



«Le FFS fait l'objet de manœuvres incessantes de déstabilisation par le pouvoir.»

FFS tentent d'organiser la riposte contre leur exclusion des rangs du parti. Une conférence de presse est convoquée pour aujourd'hui dimanche par les

maires protestataires à l'adresse desquels Tabou n'a eu, durant son petit laïus d'hier, qu'une allusion

sibylline : «Ceux qui veulent applaudir Bouteflika n'ont qu'à aller au RND, au FLN...»

S. A. M.

## PARTI DU RENOUVEAU ALGÉRIEN

## Lifting organique en attendant le nouveau

Le Parti du nouveau algérien (PRA) tente de revenir à la vie politique après une longue et éprouvante hibernation. Depuis octobre, des militants, membres du bureau et du conseil national, travaillent à le faire sortir de sa léthargie. Première action significative : retrait de confiance au secrétaire général, Kamel Bensalem, et élection d'un intérimaire en la personne de Zidane Abdelaziz.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Il faudra encore du temps pour que le PRA, créé par Nouredine Boukrouh en 1989 et qui, depuis, a consommé cinq secrétaires généraux, retrouve l'aura médiatique. Hier, à la conférence de presse organisée par la nouvelle direction du parti, seuls trois journalistes étaient présents. Le nouveau secrétaire général par intérim, assisté de quelques membres du bureau national, a relaté

les péripéties par lesquelles est passé le PRA depuis son «abandon» par son premier président, Nouredine Boukrouh. Le parti, a-t-il affirmé, a connu des fortunes diverses avant de carrément sombrer dans une profonde léthargie sous le secrétariat général de Bensalem Kamel.

Ce dernier, accusé de tous les maux, a fait l'objet d'une mesure conservatoire, prise par le bureau national réuni les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2009, avant de voir carrément ses fonctions gelées par le conseil national réuni les 17 et 24 du même mois. Un autre conseil national devrait se réunir le 21 novembre prochain.

Ce conseil a pour objet d'entendre les conclusions de la commission de discipline installée lors du dernier conseil en date et qui devra statuer sur le cas du secrétaire général destitué. Parallèlement à cette mise en branle d'un mécanisme disciplinaire interne, la nouvelle direction du PRA

attaque le secrétaire général déchu sur un autre front : la gestion financière.

Un commissaire aux comptes est sollicité pour examiner les comptes du parti depuis janvier 2009.

La justice sera également saisie, a informé Zidane Abdelaziz, pour détournement de fonds. Il a ajouté que l'IGF est sollicitée pour éplucher la comptabilité du parti depuis 2007, soit depuis le mandat de Bensalem Kamel.

Ce dernier fait par ailleurs l'objet de plainte pour agression physique contre deux agents de sécurité en date du 5 octobre 2009. «Bensalem a dilapidé tous les biens du parti, détourné tous les avoirs, y compris la subvention allouée par l'Etat au titre de la représentation au Parlement (4 députés) et qui a été de l'ordre de 1 600 000 dinars», a accusé Zidane Abdelaziz.

S. A. I.

LA CAMPAGNE  
DE SIGNATURES  
SE POURSUITHanoune demande à  
Bouteflika de conforter  
les orientations de la  
LFC 2009

Le Parti des travailleurs (PT) a relancé la campagne de signatures en faveur de la lettre adressée à Bouteflika. Celle-ci a été réactualisée. Le PT demande au président de la République d'aller plus loin que dans les dispositions contenues dans la LFC 2009 pour conforter ce que le PT assimile à un tournant décisif.

Louisa Hanoune table sur 3 millions de signatures pour, dit-elle, accompagner les pouvoirs publics dans une démarche qui, au plan international, ne semble pas faire l'unanimité. En témoignent, précise-t-elle, les pressions exercées sur l'Algérie afin qu'elle revienne sur les décisions prises l'été dernier. Dans la lettre lue hier par la première responsable du parti, devant les cadres de la wilaya d'Alger, le PT demande au chef de l'Etat des mesures irréversibles pour la protection de l'économie nationale en annulant l'ordonnance 01-04 relative à la privatisation, le gel de l'Accord d'association avec l'Union européenne et la nationalisation des grands complexes. Des mesures qui, selon le PT, consolideront les choix définitifs et les orientations de l'Algérie. Sur le plan politique, la secrétaire générale du Parti des travailleurs déplore «un climat délétère» et la persistance de rumeurs ciblant des cadres qui tentent de résister aux pressions exercées par certaines parties qui ciblent sans vergogne des entreprises publiques en bonne santé en vue de les reprendre plus tard au plus bas prix.

N. I.